

*Canagrex*

Dans ma circonscription, il y a de nombreux agriculteurs qui produisent des aliments depuis 20, 30 ou 40 ans. Ils sont maintenant sexagénaires et souhaitent prendre leur retraite. Ils possèdent de bonnes exploitations agricoles et n'ont pas de dettes. Ils peuvent les céder à leurs fils, à leurs filles ou à quelqu'un d'autre et contribuer au bien-être d'autres parties du monde en aidant les gens à s'aider eux-mêmes et les pays à atteindre l'auto-suffisance alimentaire. C'est là le genre de rôle que peut jouer le Canada.

Beaucoup d'agriculteurs sont spécialistes en pédologie et en mécanique. Ils savent quelles cultures conviennent à certains types de sols, ils connaissent les techniques d'ensemencement et de récolte. Ils pourraient conseiller les populations de différentes régions du monde sur l'amélioration de la productivité. Nous assistons à un énorme gaspillage de potentiel et de ressources humaines en ne faisant pas travailler ces agriculteurs avec les populations d'autres régions du globe à l'accroissement de leur production alimentaire. Si nous avions plus d'imagination, nous pourrions régler le problème de la distribution des aliments.

En tant que pays riche du monde industrialisé, nous importons trop souvent des pays du tiers monde des denrées de luxe produites sur des terres très riches qui pourraient servir à la production alimentaire. Je songe en particulier aux bonnes terres qui servent à la production de tabac et de coton dans différentes parties du monde. Des gens meurent de faim dans ces pays qui produisent des denrées de luxe pour les pays riches. On y utilise les meilleures terres pour les cultures d'exportation. Neuf fois sur dix, les exploitations appartiennent à de riches propriétaires terriens. Les paysans ordinaires gagnent quelques sous par jour pour travailler la terre et leurs voisins ont le ventre vide. Il est illogique que des gens meurent de faim sur une terre d'abondance.

Il y a bien des questions que nous devrions examiner à la Chambre, si nous voulons que tous les peuples de la planète, indifféremment de la couleur de leur peau, de leurs antécédents religieux, ou du régime politique qui les gouverne, disposent des aliments, des capacités d'organisation, des connaissances scientifiques et autres pour les empêcher de mourir de faim. Je le répète, nous ne semblons avoir aucune difficulté à dépenser des milliards par an pour produire des armes nucléaires dans une course folle et insensée qui nous permettront de nous entretenir. Nous pourrions consacrer la moitié de cet argent à nourrir les habitants de la planète et à faire de celle-ci un lieu plus paisible. Voilà une mission que notre nation pourrait se donner.

Ce projet de loi vise à assurer la disparition de Canagrex. Pendant sa brève existence de huit mois, la société a aidé les agriculteurs canadiens à trouver des débouchés dans le monde. Il est très important de conserver Canagrex en cette ère de protectionnisme. En effet, le protectionnisme fait rage en Europe, au Japon et aux États-Unis. Si nous tenons à vendre nos produits, il nous faut un organisme dynamique qui fera les démarches pour nous.

**M. Hockin:** C'est le libre-échange qu'il nous faut.

**M. Nystrom:** Le ministre veut libéraliser les échanges. Je suis assurément d'accord pour qu'on libéralise les échanges multilatéraux un peu partout dans le monde. Quiconque s'y opposerait n'aurait pas à coeur l'intérêt bien compris du pays.

Je souhaite assurément qu'on libéralise les échanges internationaux et qu'on les rende plus équitables. Si je m'oppose au libre-échange avec les États-Unis, c'est parce que nous avons affaire à très forte partie. Ce ne sera certainement pas du libre-échange pour les Canadiens. Nous serons carrément écrasés.

Je viens d'une région qui sera nettement désavantagée par le libre-échange. Si ce projet aboutit, la Commission canadienne du blé devra être supprimée car, en sa qualité d'agence de commercialisation, elle nuit au libre-échange. Or, il n'y a pas de demi-mesure dans le libre-échange. A mon avis, nous ne devrions pas favoriser le libre-échange entre les États-Unis et le Canada, car le petit pays, le nôtre, se fera avoir.

Nous pourrions cependant conclure des accords commerciaux avec notre voisin et l'Accord sur l'automobile en est un bon exemple. Toutefois, cet accord n'est pas du libre-échange, mais plutôt un échange commercial réglementé. Le parti conservateur ne sait pas de quoi il parle quand il préconise le libre-échange.

La Chambre est appelée à trancher la question concernant Canagrex et il importe que nous ayons un organisme qui vende les denrées produites par les agriculteurs du pays. Cela me paraît très important en cette période de protectionnisme où les exportateurs américains, japonais et européens se démènent pour vendre leurs produits. Pourtant, le gouvernement supprime l'organisme même qui pourrait vendre davantage de nos produits agricoles. Si ce dernier tient effectivement à promouvoir le commerce et les exportations, il devrait garder Canagrex.

Le fait que les agriculteurs connaissent la pire crise depuis les années 30 est une autre raison en dehors du protectionnisme pour laquelle, à mon avis, on devrait conserver Canagrex. Les prix agricoles sont tombés à leur niveau de 1932 et 1933. D'autre part, les frais d'exploitation agricoles sont montés en flèche ces 20 ou 30 dernières années. Si nous ne faisons rien pour aider nos agriculteurs, bien des exploitations agricoles vont disparaître ainsi que le mode de vie rural que nous connaissons. Je parle en tant que député d'une très grande circonscription agricole de la région centre-est de la Saskatchewan.

Les agriculteurs connaissent des temps difficiles à cause du bon ami du premier ministre (M. Mulroney), Ronald Reagan et du projet de loi agricole américain. Ils pâtissent également de la politique étrangère du Marché commun européen. Ces deux géants se font une guerre commerciale. Ils subventionnent massivement leurs agriculteurs et l'exportation de leurs céréales dans diverses parties du monde. Les agriculteurs de l'Argentine, de l'Australie et du Canada se trouvent pris entre deux feux. Nous sommes pris entre deux feux puisque les deux géants se font une guerre commerciale pour la production et l'exportation des produits agricoles.

• (1610)

Quelle est la solution que propose le gouvernement canadien? Il enlève avec ce projet de loi un des outils dont disposaient les agriculteurs pour essayer d'augmenter leurs exportations. A une époque où nous souffrons d'une concurrence et d'un protectionnisme énormes de la part à la fois de l'Europe